



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°PREF/DCL/BCLUE 2022111-0001 du 21/04/2022

autorisant la société COLAS FRANCE à poursuivre l'exploitation de la carrière dite « de Riutès » de roche massive, sur le territoire de la commune de Latour-de-Carol.

Le préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2010 323-0005 du 19 novembre 2010 portant autorisation de poursuivre l'exploitation et étendre la carrière de Riutès sur la commune de Latour-de-Carol ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE 2021054-0001 du 23 février 2021 portant autorisation de changement d'exploitant de la carrière dite « de Riutès » sur le territoire de la commune de Latour-de-Carol ;
- VU** le changement de dénomination sociale intervenu en date du 1^{er} janvier 2021, donnant à la société COLAS Centre-Ouest le nouveau nom de COLAS FRANCE, et transportant son siège social au 1 rue du Colonel Pierre AVIA, 75015 PARIS ;
- VU** le courrier de la société COLAS FRANCE, daté du 30 juillet 2021, portant à la connaissance du préfet un projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière de Riutès ;
- VU** le rapport n° 2022-30-PR/EX, daté du 14 février 2022, de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet du présent arrêté porté à la connaissance de la société COLAS FRANCE, le 18 mars 2022 ;
- VU** l'absence d'observation de la société COLAS FRANCE sur ce projet ;

Considérant que le projet de la société COLAS FRANCE de modification des conditions d'exploitation de la carrière de Riutès ne constitue pas une modification substantielle telle que définie à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette modification nécessite, toutefois, une actualisation du montant des garanties financières telles que définies dans l'arrêté du 31 mai 2012, susvisé, ainsi que plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2010 ;

Considérant par ailleurs, que le changement de dénomination sociale de la société COLAS Centre-Ouest au profit du nouveau nom COLAS FRANCE ne constitue pas un changement d'exploitant de la carrière de Riutès au sens des dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;

Considérant dès lors, qu'il convient de mettre à jour plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2010 afin de tenir compte de la modification des conditions d'exploitation de la carrière et que le changement de dénomination sociale de la société COLAS FRANCE peut être acté ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Dans l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2010, susvisé :

- l'article 1.1.1 est remplacé par l'article suivant :

« ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION »

La société COLAS FRANCE (SIREN n° 329 368 526) dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre AVIA à Paris (75015), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation et étendre la carrière à ciel ouvert de granites-grano-diorites, cornéennes et moraines dite « de Riutès », située sur le territoire de la commune de Latour-de-Carol. » ;

- dans l'article 1.2.4, au premier tiret, la surface de la zone d'extraction, initialement fixée à « 10 ha », est remplacée par « 9,52 ha » ;

- dans l'article 1.2.4, au dernier tiret, la surface de la zone laissée en l'état, initialement fixée à « 1,6 ha », est remplacée par « 2,08 ha » ;

- l'article 1.5.2 est remplacé par l'article suivant :

« ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES »

Le montant minimum des garanties financières est fixé dans le tableau ci-dessous :

Périodes	Montant en euros TTC
<i>1^{re} phase quinquennale, à compter de la signature du présent arrêté :</i>	<i>264 035 €</i>
<i>2^e phase quinquennale :</i>	<i>274 313 €</i>
<i>3^e phase quinquennale :</i>	<i>425 253 €</i>
<i>4^e phase quinquennale :</i>	<i>425 253 €</i>
<i>5^e phase quinquennale :</i>	<i>426 648 €</i>

Périodes	Montant en euros TTC
6 ^e phase quinquennale et jusqu'à la signature du procès-verbal de récolement prévu à l'article 1.5.9 :	426 648 €

» ;

- dans l'article 8.1.7.4, au 5^e alinéa, la cote maximale d'extraction nord, initialement fixée à « 1425 m NGF » est remplacée par la cote « 1405 m NGF » ;

- l'article 8.1.7.5 est remplacé par l'article suivant :

« Article 8.1.7.5. Phasage

Le phasage respectera les modalités précisées dans le dossier de demande, les dossiers complémentaires, et les plans de phasage des travaux annexés au présent arrêté. En cas de modification l'exploitant devra au préalable demander l'accord du préfet conformément à l'article 1.6.1 ci-dessus.

Les principales données du phasage d'exploitation sont reprises ci-après :

1^{re} phase quinquennale :

Finalisation des travaux de mise en sécurité des fronts au Sud de l'exploitation.

Déplacement de l'exploitation au Nord-ouest, depuis le sommet (cote 1405 m NGF) jusqu'au niveau 1390 m NGF.

L'exploitation de la cornéenne au Sud s'effectue depuis le carreau 1295 en arrière des bassins de collecte d'eau.

Début de la remise en état des gradins :

- 1385, 1370, 1355, 1340 au Sud,
- 1405 au Nord.

2^e phase quinquennale :

L'exploitation Nord se poursuit jusqu'à la cote 1375 m NGF.

L'exploitation de la cornéenne se poursuit depuis le carreau 1295 en arrière des bassins de collecte d'eau.

Suivi de la remise en état des gradins :

- 1385, 1370, 1355, 1340 au Sud,
- 1405 au Nord.

Début de la remise en état du gradin 1390 au Nord et du gradin 1325 au Sud.

3^e phase quinquennale :

Au Nord, l'exploitation porte sur les niveaux 1390, 1375 et 1360 m NGF avec une remise en état coordonnée des fronts 1360 – 1375 et 1375 – 1390, de la banquette 1375 et pour partie de la banquette 1360 m NGF. La banquette 1390 m NGF et le front qui la surplombe sont définitivement remis en état.

Au Sud, l'exploitation porte sur les niveaux 1325, 1310 et 1295 m NGF avec la remise en état définitive de la banquette 1325 m NGF et du front supérieur.

4^e phase quinquennale :

Au Nord, l'exploitation porte sur les niveaux 1360 puis 1345 m NGF avec une remise en état coordonnée des fronts 1360 – 1375 (pour partie) et 1345 – 1360, et de la banquette 1360 m NGF. Les fronts 1375 – 1390 et 1360 – 1375 (pour partie), ainsi que la banquette 1375 m NGF sont remis en état de manière finalisée.

Au Sud, l'exploitation porte sur le niveau 1295 m NGF avec la remise en état coordonnée du front 1295 – 1310 et de la banquette 1310 m NGF. Le front 1310 – 1325 m NGF est remis en état de manière finalisée.

5^e phase quinquennale :

Au Nord, l'exploitation porte sur les niveaux 1345 puis 1330 m NGF avec la remise en état coordonnée du front 1345 – 1360 (pour partie) et 1330 – 1345, et de la banquette 1345 m NGF. Les fronts 1360 – 1375 et 1345 – 1360 (pour partie) ainsi que la banquette 1360 m NGF sont remis en état de manière finalisée.

Au Sud, l'exploitation continue de porter sur le niveau 1295 et se poursuit sur le niveau 1280 m NGF, avec une remise en état coordonnée d'une partie de la banquettes 1295 et du front 1295 – 1310 m NGF (pour partie).

La banquettes 1310 et une partie du front 1295- 1310 m NGF sont remis en état de manière finalisée.

6^e phase quinquennale :

Au Nord, l'exploitation porte sur les niveaux 1330 puis 1315 m NGF puis se termine.

Les fronts 1345 — 1360 et 1330 — 1345, ainsi que les banquettes 1345 et 1330 m NGF sont remis en état de manière finalisée.

Au Sud, l'exploitation continue de porter sur le niveau 1280 m NGF puis se termine. La remise en état définitive porte sur les fronts 1295 – 1310 puis 1280 – 1295 m NGF.

La dernière année de la phase 6, la remise en état concerne l'ensemble des secteurs résiduels avec creusement des lacs sur les carreaux 1310 et 1280 m NGF et remise en état final de l'ensemble du site.» ;

ARTICLE 2 - ABROGATION D'ACTES ADMINISTRATIFS ANTÉRIEURS

Référence de l'acte	Prescriptions abrogées
Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE 2021054-0001 du 23 février 2021 portant autorisation de changement d'exploitant de la carrière dite « de Riutès » sur le territoire de la commune de Latour-de-Carol	Ensemble des prescriptions, à l'exception de celles de l'article 1 ^{er} .
Arrêté préfectoral n° 2010 173-0006 du 22 juin 2010 de changement d'exploitant concernant la carrière dite « de Riutès » sur le territoire de la commune de Latour-de-Carol	Ensemble des prescriptions, à l'exception de celles de l'article 1 ^{er} .

ARTICLE 3 - PLANS DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION

Les plans de phasage annexés à l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2010, susvisé, titrés :

- PHASAGE T+10 ;
- PHASAGE T+15 ;
- PHASAGE T+20 ;
- PHASAGE T+25 ;
- PHASAGE T+29 ;
- PHASAGE T+30 ;

sont respectivement remplacés par les plans de phasage annexés au présent arrêté, titrés :

- PLAN DE GARANTIES FINANCIÈRES - T0+10 = 2020 ;
- PLAN DE GARANTIES FINANCIÈRES - T0+15 = 2025 ;
- PLAN DE GARANTIES FINANCIÈRES - T0+20 = 2030 ;
- PLAN DE GARANTIES FINANCIÈRES - T0+25 = 2035 ;
- PLAN DE GARANTIES FINANCIÈRES - T0+29 = 2039 ;
- PLAN DE GARANTIES FINANCIÈRES - T0+30 = 2040 ;

ARTICLE 4 - GARANTIES FINANCIÈRES

Dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société COLAS FRANCE adresse à monsieur le préfet, l'original de l'acte de cautionnement solidaire conforme à l'annexe I de l'arrêté du 31 juillet 2012 susvisé, attestant la

constitution du montant de la garantie financière correspondant à la 3^e phase quinquennale d'exploitation (2020-2025).

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1^o Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2^o Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1^o et 2^o.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «Télérecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, Madame le maire de la commune de Latour-de-Carol, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

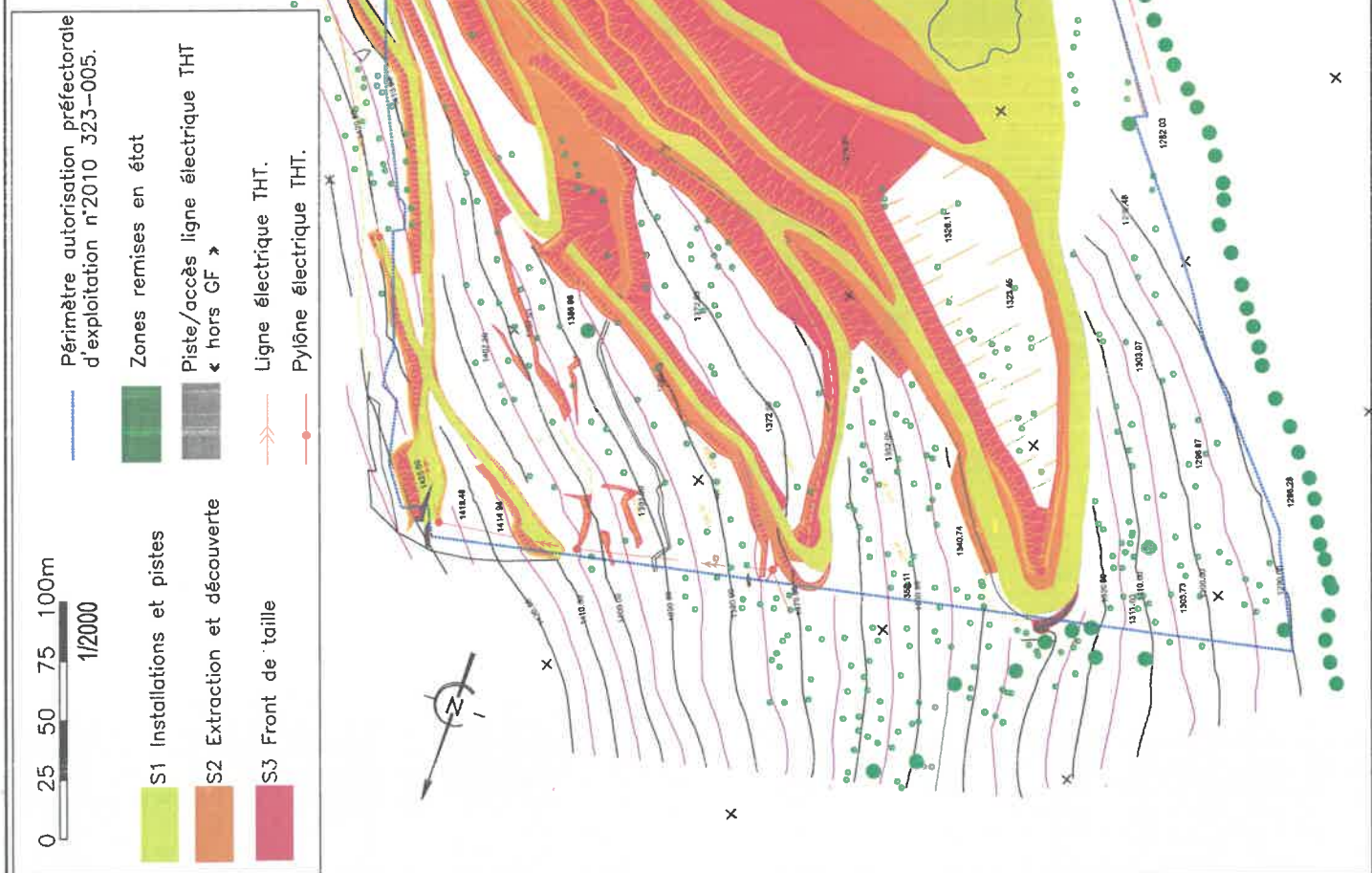
- au maire de la commune de Latour-de-Carol ;
- à la société COLAS FRANCE ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Perpignan, le 2^e AVR. 2022

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Yohann MARCON

PLAN DE GARANTIES FINANCIERES - T0 +10 = 2020



PLAN DE GARANTIES FINANCIERES - T0 +15 = 2025

0 25 50 75 100m
1/2000

S1 Installations et pistes

S2 Extraction et découverte

S3 Front de taille

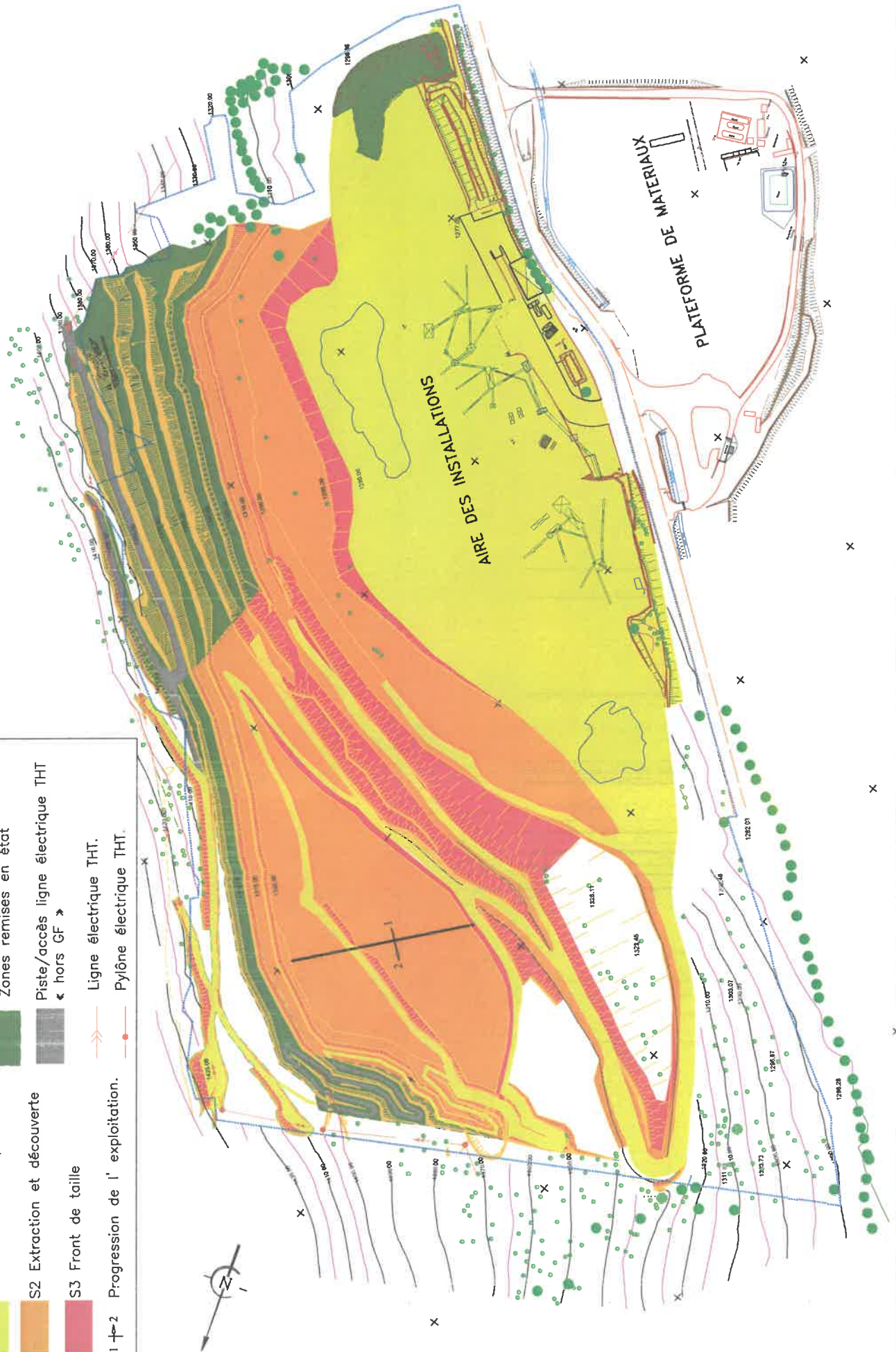
1-2 Progression de l'exploitation.

Zones remises en état

Piste/accès ligne électrique THT
← hors GF →

Ligne électrique THT.

Pylône électrique THT.



PLAN DE GARANTIES FINANCIERES - T0 +20 = 2030

0 25 50 75 100m
1/2000

- S1 Installations et pistes
- S2 Extraction et découverte
- S3 Front de taille
- 1 → 2 Progression de l'exploitation.

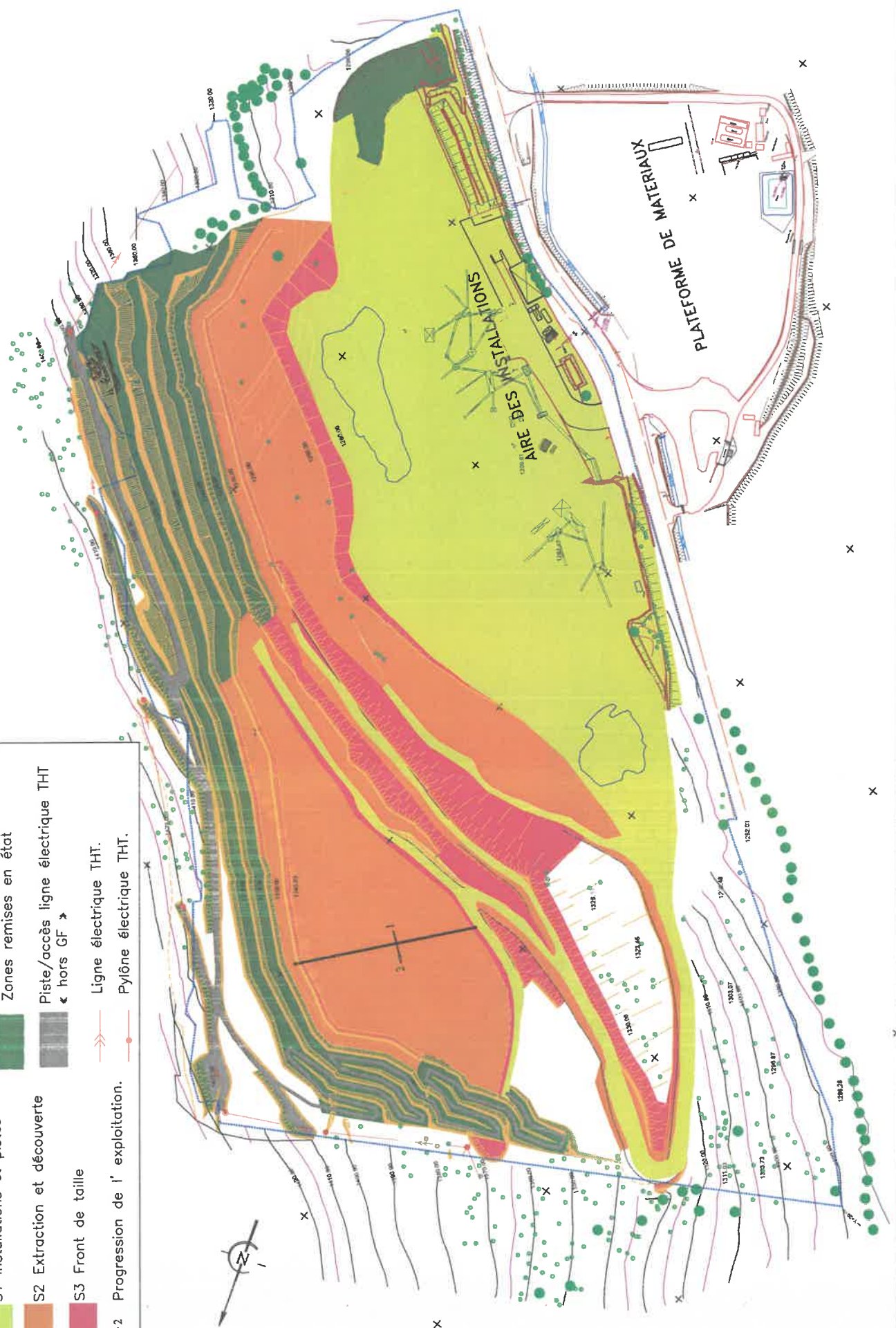
Périmètre autorisation préfectorale d'exploitation n°2010 323-005.

Zones remises en état

Piste/accès ligne électrique THT
← hors GF →

Ligne électrique THT.

Pylône électrique THT.



PLAN DE GARANTIES FINANCIERES - T0 +25 = 2035

0 25 50 75 100m
1/2000

S1 Installations et pistes

S2 Extraction et découverte

S3 Front de taille

1-2 Progression de l'exploitation.

Périmètre autorisation préfectorale
d'exploitation n°2010 323-005.

Zones remises en état

Piste/accès ligne électrique THT
◀ hors GF ▶

Ligne électrique THT.

Pylône électrique THT.



PLAN DE GARANTIES FINANCIERES - T0 +29 = 2039

0 25 50 75 100m
1/2000

- S1 Installations et pistes
- S2 Extraction et découverte
- S3 Front de taille

Périmètre autorisation préfectorale d'exploitation n°2010 323-005.

Zones remises en état

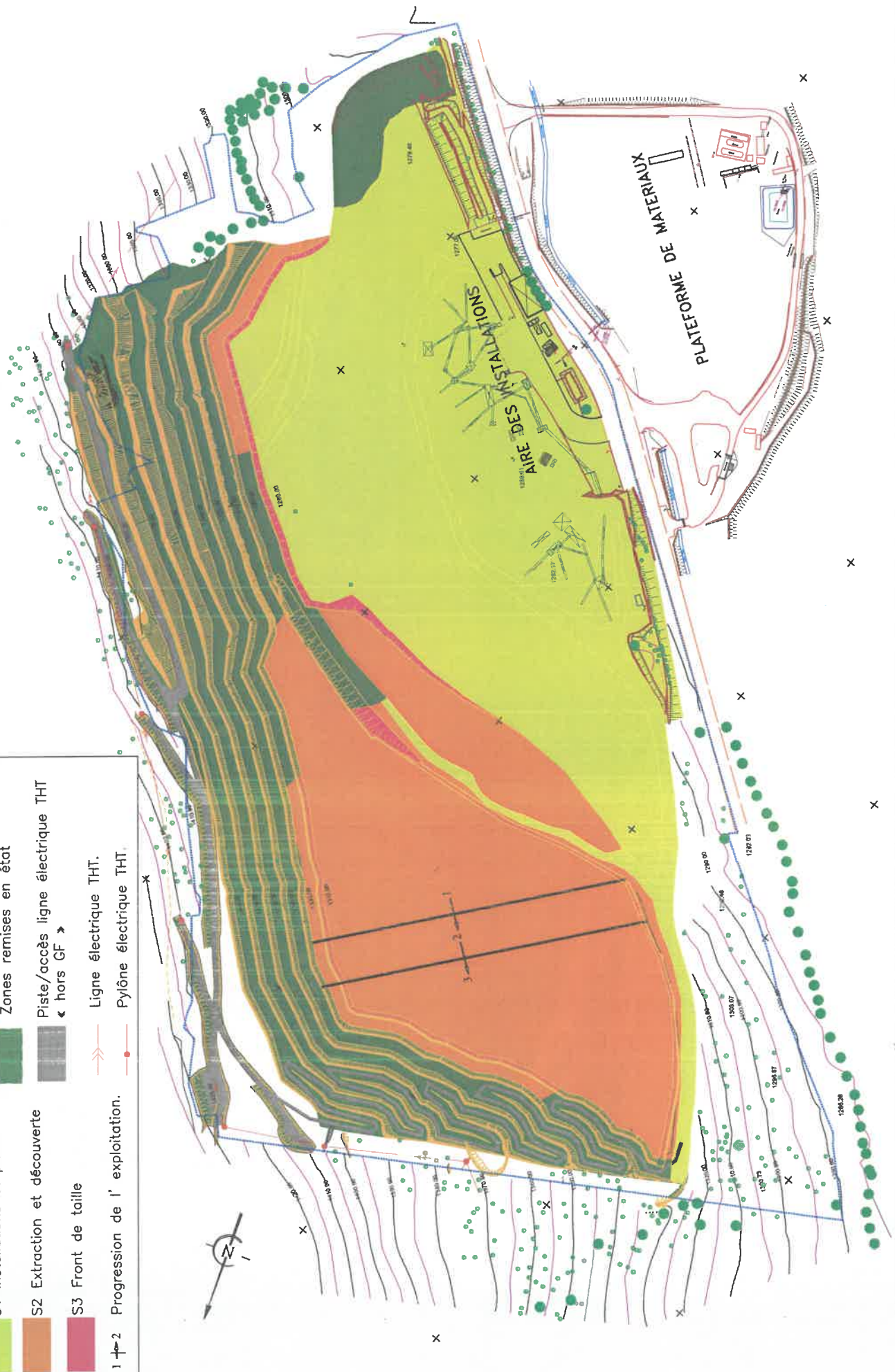
Piste/accès ligne électrique THT

hors GF

Ligne électrique THT.

Pylône électrique THT.

1 2 Progression de l'exploitation.



PLAN DE GARANTIES FINANCIERES - T0 +30 = 2040

0 25 50 75 100m
1/2000

Périmètre autorisation préfectorale
d'exploitation n°2010 323-005.

Plan d'eau



Zones remises en état



Ligne électrique THT.



Piste/accès ligne électrique THT
← hors GF →



Pylône électrique THT.

